

Zeitschrift: SVPW-Jahrbuch = Annuaire ASSP
Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft
Band: 26 (1986)

Artikel: Le parti socialiste suisse face aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux politiques de la société industrialisée avancée
Autor: Finger, Matthias / Rey, Jean-Noël
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-172517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le parti socialiste suisse face aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux politiques de la société industrialisée avancée

Les auteurs cherchent à mettre en rapport l'évolution de la force électorale des quatre grands partis gouvernementaux suisses avec les mutations de nos sociétés industrielles, plus particulièrement avec le passage de la société industrielle à la société post-industrielle. Ils montrent l'influence de l'éclosion de nouvelles valeurs dans les années soixante, ainsi que de l'avènement de nouveaux enjeux dans la deuxième moitié des années soixante-dix sur l'évolution des forces électorales des quatre partis gouvernementaux suisses. C'est notamment le parti socialiste suisse, plus lié que les autres trois partis à l'industrialisation, qui fait l'objet d'un examen plus approfondi. Son déclin est alors mis en rapport avec la montée de nouvelles forces politiques, plus particulièrement celle des écologistes et des nationalistes.

Die Autoren versuchen einen Zusammenhang zwischen der Entwicklung der Parteienstärke der vier schweizerischen Regierungsparteien und den Veränderungen in der industriellen Gesellschaft herzustellen. Insbesondere der Übergang von der industriellen zur nach-industriellen Gesellschaft lässt nicht nur neue Werte (sechziger Jahre), sondern auch neue Problemstellungen (zweite Hälfte der siebziger Jahre) entstehen, welche sich entscheidend auf die Parteienstärke auswirken. Die sozialdemokratische Partei der Schweiz ist noch enger als die drei anderen Regierungsparteien mit der Industrialisierung verbunden; ihre Entwicklung wird deshalb im Zusammenhang mit dem Aufkommen neuer politischer Kräfte, der Grünen und der Nationalisten, genauer untersucht.

Nous avons l'intention, dans cet article, de n'étudier qu'un des aspects de l'évolution du parti socialiste suisse (PSS), à savoir celui qui a trait aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux de la société industrialisée avancée. Nous sommes conscients que d'autres aspects, également liés à la modernisation, marquent aussi l'évolution du PSS. Il s'agit, par exemple, de l'importance toujours croissante du secteur tertiaire ou encore de la transformation de la classe ouvrière. Nous n'en tenons cependant pas compte dans notre analyse. Nous proposons un niveau d'analyse qui essaie d'insérer l'évolution du PSS dans quelques grandes tendances de l'évolution de nos sociétés, plus particulièrement celles qui marquent l'éclosion de nouvelles valeurs ainsi que l'avènement de nouveaux enjeux politiques.

Notre analyse est à la fois ambitieuse et limitée. Elle est ambitieuse parce qu'elle tente d'interpréter de façon globale un phénomène complexe contemporain et controversé. Elle est limitée parce qu'elle ne se base que sur un versant du problème. Un versant intéressant, cependant, puisqu'il n'a jamais été encore exploré.

Notre ambition est de stimuler la réflexion par une approche originale plutôt que de répéter des schémas d'analyse éculés. Nous sommes conscients du risque que nous courrons, mais nous l'assumons tout de même.

Dans un premier temps, nous analyserons les tendances les plus caractéristiques de cette mutation à un niveau socio-politique. La question est de savoir si la montée des nouvelles forces politiques à la fois écologistes et nationalistes peut s'expliquer par ce type de mutations de la société industrielle. Il est vrai qu'à la société industrielle proprement dite correspondait une forme d'opposition sociale qui s'incarnait dans le mouvement ouvrier; les mutations socio-économiques en cours provoqueront-elles l'éclosion d'une nouvelle forme d'opposition sociale et politique, exprimant la crise d'identité de l'homme d'aujourd'hui en même temps que la recherche d'une autre manière de vivre?

Pour répondre à cette question, il nous faudra dans un deuxième temps également examiner le rapport entre ce type de mutations de la société industrielle et l'évolution des forces électorales des trois autres partis gouvernementaux suisses, le parti radical démocratique (PRD), le parti démocrate chrétien (PDC) et l'union démocratique du centre (UDC); ces derniers ne nous intéressent donc qu'à des fins de comparaison avec l'évolution du PSS.

Dans un troisième temps, nous étudierons d'une manière plus détaillée l'évolution de la force électorale du PSS qui nous semble particulièrement significative. En effet, plus que les autres trois grands partis politiques suisses, le PSS nous semble confronté à la montée de nouvelles forces politiques, plus particulièrement à celle des écologistes et des nationalistes. Notre hypothèse générale est qu'aussi bien la «baisse» du PSS que la «montée» électorale de ces nouvelles forces s'explique notamment par ce type de mutations en cours dans les sociétés industrialisées avancées. Nous examinerons ce rapport à la lumière d'un certain nombre d'hypothèses à ce sujet, que nous tenterons de vérifier à l'aide du nombre respectif de sièges obtenus par ces forces politiques au parlement fédéral et dans les parlements cantonaux de 1945 à 1985.*

I. Industrialisation et mutations

Le discours sur l'industrialisation, les mutations socio-politiques, le développement et le progrès est aujourd'hui devenu éminemment idéologique. Cela démontre que non seulement les effets de l'industrialisation, mais également l'industrialisation elle-même est devenue l'objet d'un débat politique. Aucune force politique d'importance ne peut ignorer ce débat et les nouveaux enjeux qui en découlent; ce d'autant plus qu'il y a une prise de conscience par le citoyen de ces nouveaux enjeux: une prise de conscience qui se fait sur un arrière-plan de transformation des valeurs.

Deux grandes interprétations des mutations sociétales dues à l'industrialisation conduisent à la fois à l'identification de *nouvelles valeurs* et à la définition de *nouveaux enjeux* politiques. Une première interprétation de l'industrialisation relativement optimiste considère cette dernière en termes de différenciation structurelle et fonctionnelle. Dans cette conception, le système culturel où se définissent les valeurs, se différencie de plus en plus des systèmes techno-économique et politique. Le sociologue américain Daniel Bell qui a particulièrement théorisé cette interprétation optimiste de la modernisation distingue trois étapes, qui sont notamment déterminées par les applications économiques des progrès scientifiques et technologiques: après avoir dépassé le stade pré-industriel et après avoir passé par le stade proprement industriel, Bell observe, à partir des années soixante, l'avènement d'une nouvelle étape, à savoir l'avènement de la société post-industrielle.¹ Les problèmes de la production au niveau techno-économique et les problèmes de gestion au niveau politique ayant été résolus, tout le potentiel modernisateur peut désormais être orienté vers le niveau culturel des valeurs et de l'épanouissement de l'individu. C'est donc avec l'avènement de la nouvelle étape post-industrielle que l'on peut parler de *nouvelles valeurs*. C'est le mérite du politologue américain Ronald Inglehart d'avoir identifié, à partir de la fin des années soixante, un type de nouvelles valeurs qu'il a qualifié de *valeurs post-matérialistes*.² Au niveau du comportement politique un certain nombre d'auteurs fait également apparaître la préférence chez les citoyens post-industriels pour un *comportement politique non-conventionnel*.³

* Nous nous limitons dans notre étude à la période de 1945 à 1985, si bien que nous ne tenons donc pas compte des élections cantonales qui ont lieu ou qui ont déjà eu lieu en 1986 (Fribourg, Zurich, Berne, Bâle-Campagne, Zoug, Glaris, Nidwald et Obwald).

1 Daniel Bell, *The coming of post-industrial society. A venture in social forecasting*, New York, Basic Books, 1973 (*Vers la société post-industrielle*, Paris, Laffont, 1976); *The cultural contradictions of capitalism*, London, Heinemann, 1976 (*Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, PUF, 1979).

2 Ronald Inglehart, *The silent revolution. Changing values and political styles among western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977; Helmut Klages / Peter Kmieciak (Eds.), *Wertwandel und gesellschaftlicher Wandel*, Frankfurt, 1979.

3 Karl-Dieter Opp, «Konventionelle und unkonventionelle politische Partizipation», in: *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 14, Heft 4, August 1985, pp. 282-296.

On a dit que l'adhésion à des valeurs post-matérialistes, combinée à la préférence pour des comportements politiques non conventionnels, suffiraient, selon ces auteurs, à définir une *nouvelle dimension politique*, perpendiculaire à la dimension traditionnelle gauche-droite.⁴ Cependant, l'éclosion de nouvelles valeurs ne nous paraît pas suffisante pour expliquer les transformations radicales qui ont affecté ces dernières années les forces politiques des sociétés industrialisées avancées. La théorie des nouvelles valeurs doit être complétée par la théorisation d'un nouveau phénomène que ces dernières ont d'ailleurs engendré, à savoir l'avènement de nouveaux enjeux politiques. L'interprétation exclusivement post-industrielle n'a pas permis d'en tenir compte suffisamment.

Il nous faut donc explorer une deuxième interprétation plus critique du processus de l'industrialisation. Selon l'interprétation de l'Ecole de Francfort, l'industrialisation n'est pas un processus de différenciation, mais d'intégration dans une même rationalité technologique: les rapports des sociétés industrialisées à la nature sont de plus en plus liés aux relations de domination que ces sociétés entretiennent avec leurs citoyens. Dans cette interprétation, le processus de l'industrialisation est donc définissable en termes d'augmentation de la puissance qu'acquiert une société pour agir aussi bien sur la nature que sur elle-même. D'après le sociologue français Alain Touraine, les nouveaux enjeux qui apparaissent avec l'avènement de la «société programmée» concernent dorénavant la maîtrise de cette puissance.⁵ En d'autres termes, les nouveaux enjeux ont pour objet le processus même de l'industrialisation, du développement et du progrès, ou du moins certains facteurs qui y contribuent en priorité, tels que le progrès scientifique et technologique. Selon le sociologue allemand Karl-Werner Brand, ces nouveaux enjeux concerneraient ce qu'il qualifie de «*paradigme du développement industriel*».⁶ Dans cette interprétation plutôt hyper- que post-industrielle du processus de l'industrialisation, nous observons également une autre périodisation: ainsi, ces nouveaux enjeux apparaissent non pas en période d'abondance, comme ceci est le cas des nouvelles valeurs post-matérialistes, mais plutôt en période de crise (subjectivement perçue). Il n'est donc pas étonnant que l'on peut observer l'avènement de ces nouveaux enjeux à partir du début des années soixante-dix, plus précisément à partir de la «crise du pétrole» (1973) et de la crise économique qu'elle a engendré, ainsi qu'à partir d'une prise de conscience des limites

4 Wilhelm Bürklin, «Die Grünen und die «neue Politik»», in: *Politische Vierteljahresschrift*, 22. Jg., Heft 4, 1981, pp. 359-382; dans le même numéro de cette revue: Detlef Murphy et al., «Haben «links» und «rechts» noch Zukunft?», pp. 398-414; voir aussi: Joachim Raschke, «Politischer Paradigmenwandel in den westlichen Demokratien», in: Thomas Ellwein (Ed.), *Politikfeld-Analysen*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1979, pp. 284-299.

5 Alain Touraine, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël-Gonthier, 1969; *L'après-socialisme*, Paris, Grasset, 1980; *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

6 Karl-Werner Brand, *Neue soziale Bewegungen. Entstehung, Funktion und Perspektive neuer Protestpotentiale*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982.

écologiques à la croissance (1972: première conférence des Nations-Unies sur l'environnement à Stockholm, premier rapport au Club de Rome).

Nous pensons que ces deux interprétations optimiste et critique de l'industrialisation ne sont pas contradictoires; au contraire, l'avènement de nouvelles valeurs et la cristallisation de nouveaux enjeux sont tous les deux indispensables pour comprendre ce qui se dessine actuellement sous le terme de «*nouvelle politique*»⁷, et qui forme le terrain le plus favorable pour les «*nouveaux mouvements politiques*».⁸

Les forces politiques traditionnelles sont confrontées à ces nouvelles valeurs et à ces nouveaux enjeux. Cette confrontation révèle précisément le poids de leur tradition, ainsi que leurs limites idéologiques, d'autant plus résistantes que ces forces politiques se définissent souvent très étroitement par le processus même de l'industrialisation. Cela est le cas des quatre grands partis politique en suisse, et plus précisément du PSS. Ces partis sont confrontés à des problèmes d'adaptation à l'électorat, à ses nouvelles valeurs, ainsi qu'aux nouveaux enjeux. Par contre, les partis politiques nouveaux, peut-être même constitués grâce à ces nouvelles valeurs et ces nouveaux enjeux, ne rencontrent pas (encore) ce type de problème.

II. Mesure des forces électorales des quatre partis gouvernementaux suisses

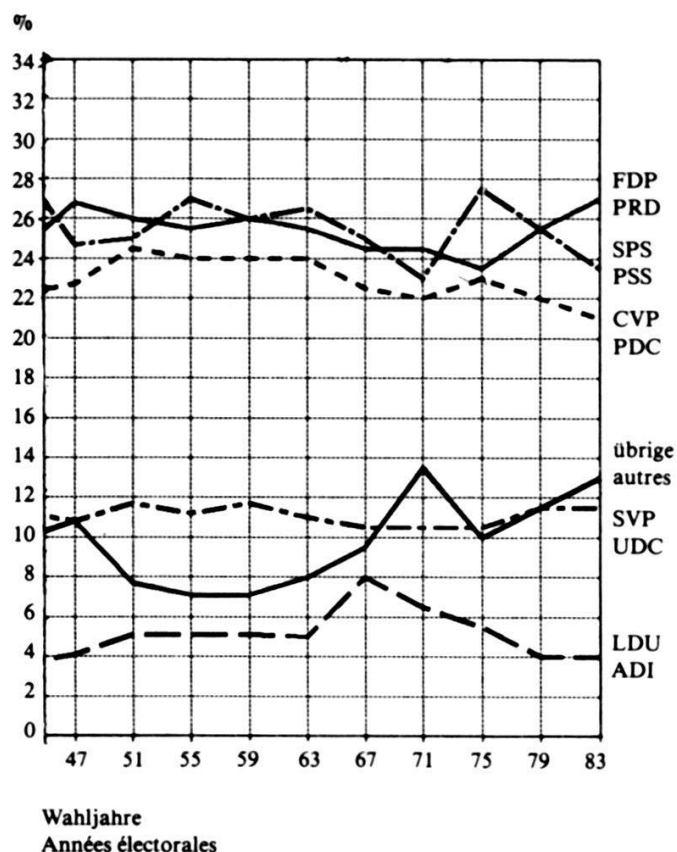
Le graphique suivant résume d'une manière schématique l'avènement des nouvelles valeurs et la cristallisation des nouveaux enjeux tels que nous les avons présentés dans le chapitre précédent.

Graphique 1:

période	1945–1965	1965–1973	1973–
valeurs	anciennes valeurs: – matérialistes – comportement politique conventionnel	nouvelles valeurs: – post-matérialistes – comportement politique non-conventionnel	
enjeux	anciens enjeux: la distribution des bienfaits de l'industrialisation		nouveaux enjeux: la maîtrise du processus de l'industrialisation ou certains de ses facteurs (science, technologie, etc.)

7 En ce qui concerne la «nouvelle politique», voir notamment: Erich Gruner / Hans-Peter Herzig, *Der Stimmbürger und die «neue» Politik*, Bern, Haupt, 1983.

8 Pour les nouveaux mouvements voir: Brand, *op. cit.*; Adalbert Evers, «Die politische Bedeutung sozialer Bewegungen», in: *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, No. 1, 1980, pp. 7–22; S. Tarrow, *Social movements, resource mobilization and reform during cycles of protest: A bibliographical and critical essay*, Cornell University, Center for International studies, Western societies program, Occasional paper No. 15, 1982.



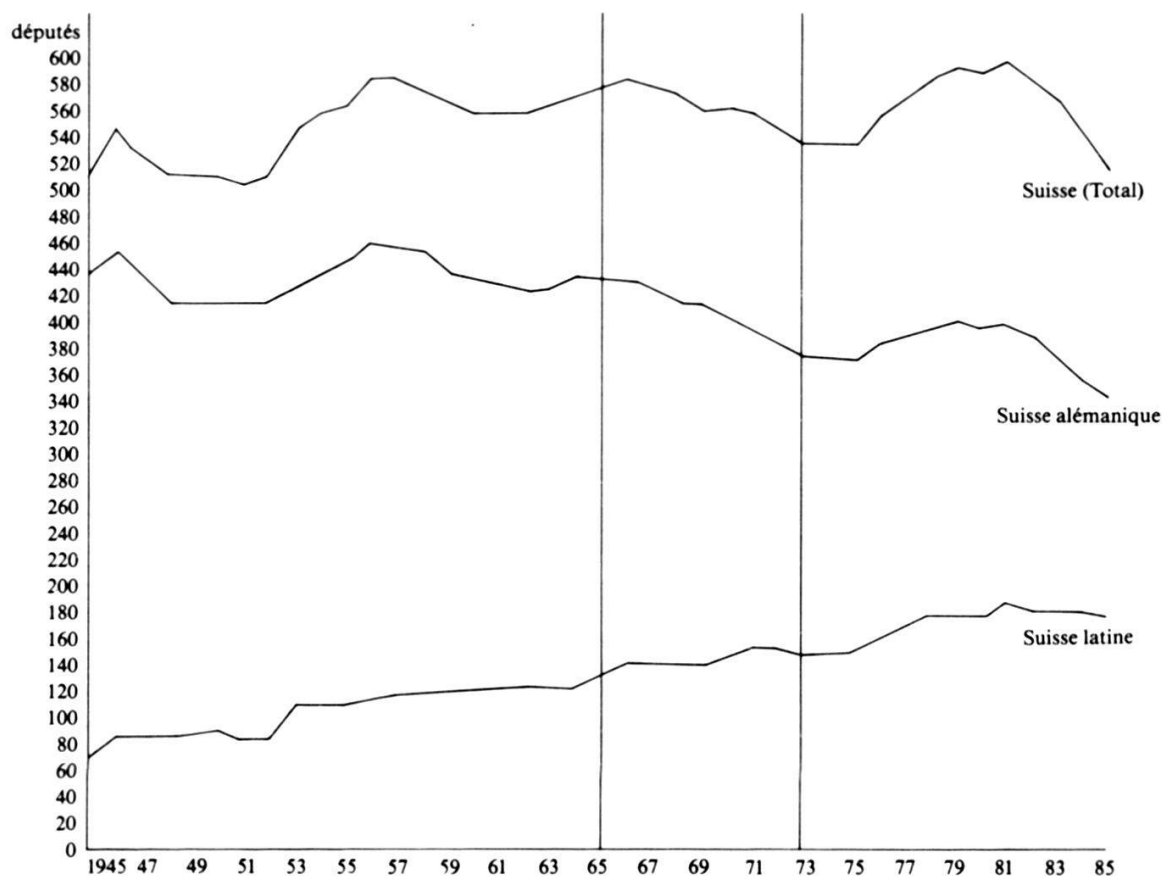
Graphique 2: Pourcentage de sièges obtenus par les partis dans le Conseil National depuis 1945

C'est à partir d'une telle périodisation que nous cherchons maintenant à déterminer dans quelle mesure les forces électorales des quatre partis gouvernementaux suisses sont affectées par l'avènement de nouvelles valeurs et de nouveaux enjeux. Nous nous appuyerons, pour ce faire, sur la force relative de ces partis au sein du Conseil National.⁹

Le graphique No. 2 démontre que les partis gouvernementaux ont été affectés par l'avènement de nouvelles valeurs et de nouveaux enjeux; la diminution de leur force électorale s'étend de 1963 à 1971. Ce graphique révèle également que parmi les grands partis politiques suisses c'est le PSS qui est le plus affecté.

Ceci n'est pas étonnant, car le PSS, comme tous les partis socialistes, est de par son idéologie plus directement lié que les autres partis au processus de l'industrialisation. Cependant, nous constatons une période intermédiaire allant de 1971 à 1979 au cours de laquelle les forces politiques traditionnelles augmentent leur potentiel électoral. Pour le PSS cette phase d'expansion se termine en 1975; la chute qui suit est d'autant plus brutale que l'accroissement aurait été important. Le PDC enregistre une augmentation faible au cours de la même période, pour baisser depuis. Quant au PRD, il a connu une phase de stabilisation, à laquelle succède en 1975 une phase d'ascension continue.

9 Bundesamt für Statistik, *Nationalratswahlen 1983*, Bern, 1984,, p. 30.



Graphique 3: Socialistes dans les parlements cantonaux

L'évolution en dent de scie du PSS surtout, mais du PCD aussi, semble indiquer que la prise en compte de nouveaux enjeux n'a pas été totale. L'augmentation de la force électorale de ces partis était d'ordre conjoncturel. Elle pourrait tenir, en ce qui concerne le PSS à son discours clair et incisif, mais tout de même rassurant au moment où les signes annonciateurs de la crise apparaissent. En effet le discours du PSS parle de sécurité économique et sociale. Il s'inscrit dans la lignée du développement de l'Etat rassurant et social. La mise au point en 1975, à la veille des élections fédérales, d'un programme économique de relance crédible et cohérent rassure l'électorat syndicaliste traditionnel et contribue ainsi au succès socialiste.

Un approfondissement de cette hypothèse nécessite l'étude de l'évolution du PSS au niveau des parlements cantonaux.¹⁰

Pour la période considérée, nous observons une différence nette entre l'évolution de la force électorale du PSS en Suisse allemande et en Suisse latine. Au plan de la Suisse alémanique se dégagent les mêmes tendances qu'au niveau fédéral: une première baisse de la force électorale du PSS enregistrée à partir de 1964, baisse à laquelle le PSS réussit momentanément à faire

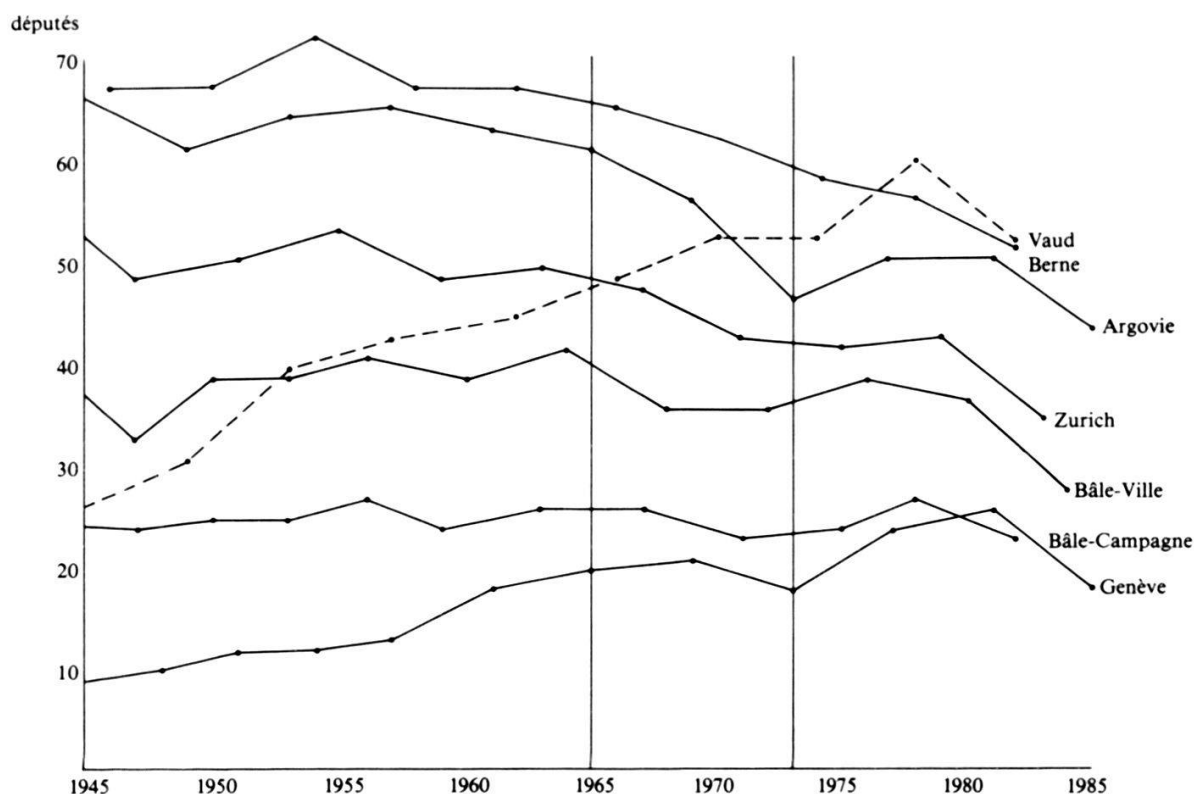
10 Les données chiffrées pour l'élaboration de ces tableaux et de ces graphiques nous ont été mis à disposition par M. John Clerc, fonctionnaire au service du parlement; nous l'en remercions vivement.

face entre 1975 et 1979. Depuis cette date, la décrue du PSS s'accroît dans des proportions jamais vues auparavant. Si l'avènement de nouvelles valeurs que nous situons théoriquement en 1965 affecte le PSS plus particulièrement en Suisse alémanique, par contre la cristallisation de nouveaux enjeux dès 1973 n'a pas d'effet immédiat sur la force électorale du PSS. Comme nous l'avons déjà dit, la période de 1975 à 1979 voit la force du PSS augmenter dans certains cantons. Nous qualifions ce phénomène d'«effet de retardement». En effet, si l'avènement de nouvelles valeurs se traduit quasi immédiatement au plan du comportement électoral des citoyens, la cristallisation de nouveaux enjeux dès 1972-1973, par le biais d'une conscience écologique d'avant-garde et la crise du pétrole, met plus de temps à se traduire au plan des forces politiques. Cette interprétation constitue une hypothèse de travail qui mériterait d'être vérifiée, mais nous ne pouvons le faire compte tenu des données à disposition.

Par contre en Suisse latine l'évolution de la force électorale du PSS s'est faite de façon plus harmonieuse jusqu'à la fin de 1985. La spécificité politique de certains cantons explique ce phénomène. Fribourg a enregistré une nette poussée du PS qui marquait l'ouverture du système politique fribourgeois et l'accession du PS à la gestion des affaires d'Etat. Neuchâtel, un canton très touché par la crise économique, découvre un PS gestionnaire et porteur d'espoir pour le futur économique de la région. Les conseillers d'état socialistes chargés des finances et de l'économie, par exemple, se montrent actifs et créatifs en matière de relance économique. Quant à Genève, le PS a su, jusqu'aux dernières élections, intégrer l'enjeu écologique dans sa perspective politique. Il serait intéressant d'analyser les causes de l'échec partiel de ce processus d'intégration et l'organisation de partis écologistes propres. Le Tessin, où deux partis socialistes se disputaient l'électorat de gauche, a enregistré une légère augmentation de la force électorale globale de la gauche, due sans doute à l'état de concurrence. Par contre l'évolution du PS dans le canton de Vaud correspond à celle enregistrée au niveau fédéral, et plus particulièrement au niveau des cantons alémaniques. L'analyse de cette dernière évolution mérite un approfondissement.

III. L'analyse de la force électorale du parti socialiste suisse

En nous concentrant sur certaines hypothèses spécifiques, nous analyserons l'évolution de la force électorale du PSS dans des parlements cantonaux choisis, et cela, par rapport à la problématique des nouvelles valeurs et des nouveaux enjeux.



Graphique 4: Socialistes dans les parlements cantonaux

1. D'une classe sociale à l'autre

L'avènement au 19ème siècle de la classe ouvrière, son effritement aujourd'hui, et sa transformation en une classe moyenne affectent profondément la base électorale du PSS. Cette hypothèse dite de la «classe moyenne» est linéaire et ne permet pas de périodisation plus précise; mais elle s'avère pertinente lorsque nous étudions de plus près l'évolution du PSS dans les cantons qui selon la qualification ont un revenu cantonal le plus élevé (mesure du poids économique).¹¹ Ces cantons constituent également les fiefs traditionnels du PSS; il s'agit des cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, de Berne, de Genève, de Vaud et de Zurich.

Dans ces cantons (sauf VD et GE) la tendance à la baisse du PSS s'observe depuis les années soixante, et ceci d'une manière plus forte que ce n'est le cas dans les cantons moins industrialisés. Pour certains cantons, tels que Berne et Bâle-Ville, l'«effet de retardement» (1975-1979) ne s'observe même pas, si bien que la baisse est continue.

Par rapport à 1945, la baisse électorale mesurée en sièges est jusqu'à 1985 de 43 % pour le canton d'Argovie, de 33 % pour le canton de Zurich et de 23 % pour le canton de Berne, trois fiefs électoraux traditionnels du PSS. Il

11 Il s'agit de la classification des cantons élaborée selon le revenu cantonal par l'Ecole des Hautes Etudes Economiques de Saint-Gall et le FNRS.

est dès lors justifié de parler de l'effritement de la base électorale du PSS; ce d'autant plus que lors des élections fédérales de 1983 les ouvriers ne représentaient plus que 23 % des électeurs du PSS.¹² Pour répondre à ce défi électoral et à l'émergence de nouvelles forces politiques, le PSS semble s'être graduellement décomposé en des groupes d'intérêts disparates; groupes qui ne se mobilisent que par rapport à certains enjeux. Une analyse plus fine du comportement politique d'électeurs fidèles du PSS selon des enjeux différents nous permettrait de vérifier cette hypothèse. Cependant, nous remarquons que parmi les quatre partis gouvernementaux suisses le PSS est celui qui compte le moins d'électeurs fidèles. Ceci renforce en fait une pression déjà existante, et qui oblige le PSS, plus que les autres trois grands partis, à adapter la définition de ses (nouveaux) enjeux politiques aux (nouvelles) valeurs de son électorat.

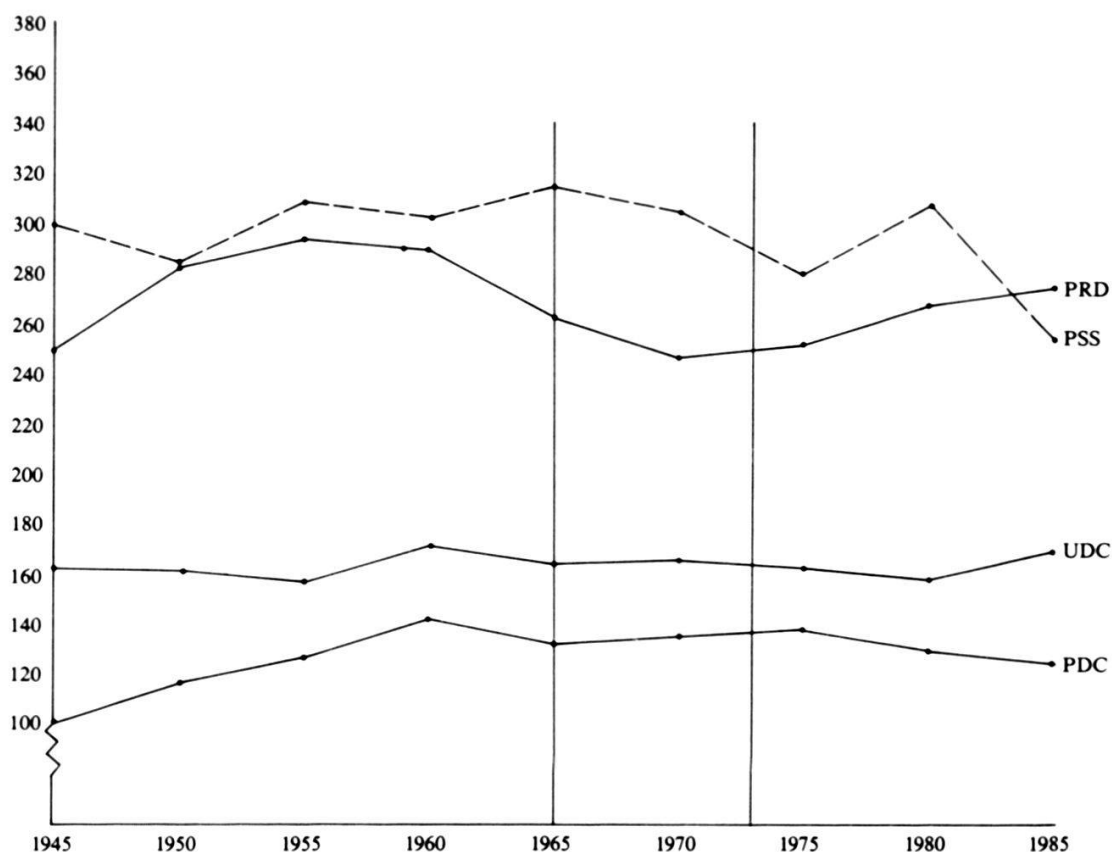
2. La spécificité du parti socialiste suisse

L'attachement partisan plus faible parmi les électeurs du PSS explique en partie la tendance constatée au niveau de la force électorale du PSS. Pourtant, cela ne nous renseigne pas encore sur l'évolution des trois autres partis gouvernementaux. Si nous acceptons l'hypothèse selon laquelle le PSS est la conséquence politique de l'industrialisation, nous devons en déduire que ce parti est affecté plus directement par les nouvelles valeurs et les nouveaux enjeux de la société industrialisée avancée. Nous ne prétendons pas par là que les autres partis gouvernementaux ne sont pas aussi concernés par cette évolution, mais – étant de type bourgeois et issus d'un autre processus social – ils le sont différemment et certainement moins directement que le PSS. L'analyse de l'évolution des autres trois partis ne constitue cependant pas l'objectif premier de notre étude. Elle nous sert seulement à mieux montrer la spécificité politique du PSS. Le graphique No. 5 nous permet de vérifier cette hypothèse dans les cantons les plus industrialisés de Suisse.

D'une part, nous constatons que l'avènement de nouvelles valeurs au milieu des années soixante affecte tous les partis. Nous pouvons en déduire que tous les partis politiques vivent un moment important de leur développement. A notre avis, cette période correspond à une mise en question de la légitimité de l'ensemble des partis politiques historiquement institutionnalisés, c'est-à-dire à un défi lancé à l'*establishment politique* et non pas seulement au PSS.

Par ailleurs, l'analyse politique démontre l'existence d'une catégorie de citoyens peu encline à participer à la vie politique institutionnalisée, mais tout de même engagée politiquement. Ces citoyens préfèrent les actions directes et de masse à l'activité partisane dans un parti politique. Dans son étude sur

12 Claude Longchamp, *Analyse der Nationalratswahlen 1983*, Vox-Publikation No. 20, Juni 1984, p. 33.



Graphique 5: Les quatre partis gouvernementaux dans les parlements cantonaux des cantons les plus industrialisés (AG, BL, BS, BE, GE, VD, ZH)

Les Suisses et la politique Charles Roig écrit qu'«ils représentent environ 30 % de l'électorat». ¹³ Ils constituent un potentiel permanent de remise en cause et donc de changement. D'autre part, nous assistons à un renforcement électoral de tous les grands partis durant la période de «crise économique», un renforcement qui peut être attribué notamment à une confiance en des vieilles valeurs.

Cependant, dès cette époque, et contrairement au PSS qui baisse et au PDC qui stagne, le PRD et l'UDC continuent leur ascension électorale.

Le renforcement du PRD s'explique de différentes manières. Tout d'abord, ce parti a déjà connu sa grande crise interne. C'est entre 1894 et 1911 qu'Erich Gruner situe le haut point de la consolidation du PRD. ¹⁴ En effet, c'est à cette époque que le PRD est confronté à la crise de l'industrialisation qui voit la naissance du PSS, à la crise des générations qui voit la création notamment dans le canton des Grisons des démocrates (jeunes radicaux) et à la crise des intérêts divergents qui provoque la sécession de l'aile paysanne. Ensuite, le PRD de par son idéologie libérale de base répond mieux aux aspi-

13 Charles Roig, «La stratification politique», in: D. Sidjanski et al., *Les Suisses et la politique*, Berne, Lang, 1975, pp. 155-186, cit. p. 186.

14 Erich Gruner, *Die Parteien der Schweiz*, Bern, Francke, 1969, pp. 86-89 et pp. 150-155.

rations des citoyens qui, dans une période de crise, cherchent la sécurité et l'espoir. Finalement, ce parti est moins affecté par les nouvelles valeurs et les nouveaux enjeux, car son électorat potentiel est moins sensibilisé, à court terme, par ces transformations. Ceci dit, il ne faudrait pas en déduire une évolution linéaire future du PRD. La prise de conscience toujours plus aiguë des nouveaux enjeux politiques et l'échec des vieilles recettes néo-libérales aux Etats-Unis et en Angleterre notamment, pourraient affecter également l'avenir de ce parti.

Quant à l'évolution de la tendance électorale de l'UDC, il est difficile d'en faire une analyse, tant ce parti est lié aux intérêts économiques d'une couche sociale, la paysannerie, et son rayonnement est limité à certains cantons.

Par contre le PDC est confronté dès 1975, quoique sous une forme moins aiguë, aux mêmes problèmes que le PSS: l'effritement des valeurs religieuses traditionnelles parallèlement au processus de l'industrialisation l'oblige aussi à redéfinir de nouveaux enjeux. De manière générale la force électorale du PDC tend à diminuer dans les régions industrialisées et à se stabiliser dans les régions rurales.

3. *D'un mouvement social à l'autre*

L'analyse nous révèle donc une évolution contradictoire des principales forces politiques du pays. Le PSS, mouvement social d'opposition au début de l'industrialisation, est-il en train de devenir une force d'appoint à des nouveaux mouvements politiques, nés de la crise des valeurs industrielles et de l'éclosion de nouveaux enjeux politiques? La question posée est donc celle de savoir *à qui profitent les nouveaux enjeux*.

Une première analyse basée sur le graphique No. 2 révèle un renforcement des forces d'opposition parlementaires. Cette tendance se dégage aussi bien au niveau fédéral que cantonal; les dernières élections cantonales à Genève et communales dans le canton de Vaud démontrent une accentuation de ce phénomène.

Depuis 1979 les nouvelles forces qui gagnent sont pour l'essentiel les écologistes et les nationalistes (Action Nationale et Républicains). L'ensemble des études montre que les écologistes puisent l'essentiel de leur force électorale auprès de citoyens qui adhèrent à des valeurs post-matérialistes.¹⁵ Par ailleurs, Charles Roig a démontré que ceux qu'il qualifie d'«actionnistes», c'est-à-dire les citoyens les plus engagés, «ont nettement plus tendance à se concentrer à gauche, ce qui peut donner lieu à de multiples inférences. On peut en effet supposer qu'il existe une affinité entre l'idéologie de gauche et l'esprit

15 Voir: Bürklin, *op. cit.*; F. Müller-Rommel / H. Wilke, «Sozialstruktur und <post-materialistische> Wertorientierungen von Ökologen», *Politische Vierteljahresschrift*, 22. Jg., Heft 4, Dezember 1981, pp. 383-414.

critique que les actionnistes ont tendance à manifester à l'égard des institutions en place» (Roig 1975: 181). Du fait même de leur préférence pour des moyens d'expression non-électoraux, leur présence tendrait selon Roig à affaiblir le PSS dans la compétition électorale et à renforcer les écologistes, force politique non-conventionnelle. Par conséquent, il n'est pas étonnant que l'augmentation, certes très récente, de la force électorale écologiste va de pair avec la baisse du PSS.

Graphique 6:

nombre de sièges	Conseil National Parlements cantonaux (total pour la Suisse)								
	1979	1983	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PSS	51	47	597	595	604	587	571	553	527
Ecologistes	1	3	4	4	4	6	11	17	34
Nationalistes	3	5	36	23	12	16	18	22	37

La contradiction entre la poussée écologiste en Suisse romande et l'affaiblissement du PSS en Suisse allemande n'est qu'apparente. En effet, les gains électoraux des écologistes ne se sont pas traduits partout en nombre de sièges.

Quant à la deuxième «nouvelle» force politique, les nationalistes, le phénomène est encore plus complexe. Il est vrai que l'Action Nationale et les Républicains sont à nouveau dans une phase ascendante, qui se manifeste au sein des parlements cantonaux depuis 1981. Certes, ce phénomène constitue dans une certaine mesure une réponse non pas à l'éclosion de nouvelles valeurs, mais à la définition de nouveaux enjeux. En termes d'enjeux, il s'agit des questions liées à l'immigration et à la politique d'asile. En termes de valeurs, il s'agit plutôt d'une crise profonde, engendrée par une interrogation sur le projet même de l'industrialisation. Il est intéressant de constater que les deux partis nationalistes connaissent leur apogée non pas lors de l'avènement des nouvelles valeurs dans les années soixante, mais plus tard au milieu des années soixante-dix, une période au cours de laquelle les autres grands partis augmentent également leur force électorale. Seul une étude plus approfondie de l'ancrage électoral des nationalistes, ainsi qu'une évaluation plus fine de leurs enjeux politiques, pourrait nous renseigner sur leur capacité de concurrencer le PSS.

IV. Les apports de notre analyse

Si notre hypothèse est correcte, la baisse constatée de la force électorale du PSS ne pourra que s'accroître dans les années à venir. Parallèlement, l'éclosion de nouvelles valeurs et la définition de nouveaux enjeux ne pourront que renforcer l'avènement de nouvelles forces politiques. Cela, à moins que le

PSS intègre les nouveaux enjeux et devienne porteur de nouvelles valeurs. Le PSS étant issu de l'institutionnalisation du conflit structurel possédants/travailleurs, pour reprendre la typologie des familles politiques de Daniel Seiler, la question est de savoir donc s'il est en mesure de se situer par rapport au conflit croissance/écologie.¹⁶ Il s'agit d'un conflit en voie de consolidation institutionnelle. En fait, la question se pose à l'ensemble des familles politiques Suisses. Notre réflexion ne porte que sur un parti pour mieux démontrer la spécificité d'un processus de transformation qui touche tous les partis politiques.

Cette analyse serait par trop réductionniste si l'on ne tenait pas compte d'une nouvelle fonction que le PSS semble remplir de plus en plus. Il s'agit de la «fonction tribunitienne» telle qu'elle est définie par Georges Lavau;¹⁷ elle est l'exigence fonctionnelle dans un système politique qui connaît des clivages. Et elle est d'autant plus importante que la société post-industrielle connaît une accentuation et une multiplication de ces clivages. Ainsi, la fonction tribunitienne répond au besoin de tout système politique d'intégrer toute forme de forces contestataires. Car l'absence d'institution ou de force politique remplissant cette fonction, constitue un danger réel de mise en cause fondamental du système politique en place. Or, dans le cas qui nous intéresse, le PSS a pris en charge cette fonction tribunitienne, dans un premier temps en favorisant une certaine prise de conscience des nouvelles valeurs et des nouveaux enjeux en les formulant en termes politiques institutionnels; et dans un deuxième temps, en jouant le relais parlementaire et politique de ces forces politiques en gestation. Aujourd'hui le PSS, entré en concurrence avec ces nouveaux mouvements politiques, continue tout de même à favoriser leur intégration dans le système politique suisse. Cette fonction ne va pas sans poser des problèmes d'identité au PSS et lui coûter des forces électorales.

Ceci dit, il existe un certain nombre de limites à cette évolution, qui sont également des limites à notre approche d'évaluation de la force électorale des quatre partis gouvernementaux suisses. En effet, si l'on se situe, comme nous l'avons fait, au niveau des représentations des partis dans les parlements, nous sommes contraints d'adopter l'idée que le système politique constitue un jeu à somme nulle: ce que le PSS perd doit obligatoirement être gagné par un autre parti, même si à un niveau plus global le taux de participation électorale baisse régulièrement depuis 1933. Cette dernière réflexion nous permet de penser que l'avènement des nouvelles valeurs et la définition de nouveaux enjeux n'affecte pas seulement les forces politiques classiques, et plus particulièrement le PSS, mais l'ensemble du système politique. Les nouveaux mouvements politiques ne constituent dès lors qu'une partie du champ plus vaste de

16 Daniel Seiler, «Les partis politiques, les familles politiques», in: *Politique comparée*, Paris, Armand Colin, pp. 112-116.

17 Georges Lavau, «Partis et systèmes politiques: interactions et fonctions», in: P. Birnbaum / F. Chazel (Eds.), *Sociologie politique*, tome 2, Paris, A. Colin, 1971, pp. 188-190.

la *nouvelle politique*. Pour avoir une vision globale du phénomène, il faudrait également y inclure les individus a-politiques ou non-politisés, ainsi que les groupements ou mouvements pour lesquels les barrières institutionnelles sont dissuasives, ou qui refusent même d'entrer dans le système politique, parce qu'ils contestent un ou certains des aspects qui le définissent (Etat, armée, police). L'industrialisation, ainsi que les nouvelles valeurs et les nouveaux enjeux qu'elle engendre, constitue donc un défi pour le système politique en tant que tel. On peut même dire que le système politique, ainsi que son mode de résolution des problèmes, font partie des (nouveaux) enjeux de l'industrialisation. Dès lors on peut se poser la question de savoir si le PSS n'est pas seulement le révélateur d'un phénomène plus global.

Annexe

Nombre de sièges du parti socialiste dans les parlements cantonaux entre 1943 et 1985

	1943	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	nombre total des sièges
VVD			26				31				40				43				46				49					53			53			61									200	
BE				68				68				73				68			68				66					63			59			* 57									200	
AAG			67				62				65				66				64				62					57			47			51								44 200		
NE			31				34				42				44				37				42					38			41			41								42 115		
ZH	58						49						54								50										42					43						180		
FR				13										9					10				21								29											130		
SSO			40				36				39				41				41				39					35			37											42 144		
BS		46					39				39				30				39				42					36			36											130		
SSH		31					20				22				31				26				27					27			27											80		
SSG			29				29					36							31				29					29			28											180		
BL		25									25				27								26					26			24											84		
TG		30									31				30								27					28			22											130		
GE												12			13				18				20				21			18												18 100		
GL		13									15				15								14					15														80		
SZ		13									14				18				15				16					14			15											100		
LU	13																																										170	
VVS			7								11				9				12				13																				12 130	
TI	8																																										90	
JU																																											60	
ZG			15								11				11				8				10					8			7											80		
UR		4									3				3													4			5											64		
GR	6		7								6				7				7				7				8				7											4 120		
NW															1				1				1																			60		

* création du canton du Jura